

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Énergie nucléaire (France) > **Bure : le gouvernement mobilise en force pour expulser les opposant.e.s à la (...)**

Bure : le gouvernement mobilise en force pour expulser les opposant.e.s à la poubelle nucléaire

jeudi 22 février 2018, par [Mouvements antinucléaires](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2018).

Sommaire

- [Communiqué commun](#)
- [Opération militaire](#)
- [Aux cotés des occupant-e-s \(...\)](#)
- [Rassemblements de soutien \(...\)](#)

Communiqué commun

COMMUNIQUE COMMUN du 22 février 2018

Asodedra, Burestop55, Bure Zone Libre, Cedra52, Eodra, Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château, MNE, Mirabel LNE, et les Hiboux de Bure

**CIGEO/BURE : expulsion « illégale » du Bois Lejuc et méthodes intolérables !
Une fois de plus, le gouvernement préfère l'opacité et la force au dialogue**

Alors que le secrétaire d'Etat Sebastien Lecornu est aujourd'hui et demain en visite à Bure, l'Etat en profite pour évacuer le Bois Lejuc ! Il devait rencontrer des opposant.e.s demain en préfecture de Bar le Duc à 9h.

L'Etat manie le chaud et froid de façon dangereuse

Le gouvernement envoie un signal détestable et très inquiétant quant à sa conception de la concertation. Est-ce ainsi que se pratique la démocratie ? Visites diplomatiques, promesses d'emploi et de développement nucléaire d'un côté, et, simultanément, brutalité et répression aveugle envers une opposition pourtant chaque jour plus confortée ? Le projet Cigéo est un des plus risqué et hasardeux qui soit, les organismes officiels en charge de la sûreté l'ont récemment confirmé.

Qui est illégal au Bois Lejuc ?

Les occupants de la forêt qui ont construit une barricade contre un projet insensé et remis en cause de toute part, ou les pouvoirs publics qui par cette évacuation incompréhensible conforte ce projet ?

Le gouvernement prétend faire respecter la loi, alors que l'ANDRA a été condamnée par trois fois et fait encore actuellement l'objet de quatre plaintes et recours devant les tribunaux pour travaux illégaux et contestation de sa propriété sur le Bois Lejuc.

Nicolas Hulot joue la carte de l'hypocrisie

Sébastien Lecornu, vient à Bure pour rassurer les élus - méthode forte envers l'opposition- ET poursuivre la politique de soudoiment local. Une nouvelle opération de communication ?

En acceptant Cigéo, les élus et les chambres économiques ont aussi validé les nombreux projets de nucléarisation censés faire de notre région un territoire d'excellence. Comment des instances supposées compétentes peuvent-elles imaginer l'avenir avec un nucléaire vieillissant, polluant et en faillite financière ? Et pourquoi une fois de plus la population a-t-elle été écartée de l'information préalable et des décisions ?

Le ministre Nicolas Hulot a été interpellé de nombreuses fois par les opposant.e.s quant à la situation de terrain. Il annonçait « privilégier le dialogue à l'usage de la force et de la brutalité », à l'Assemblée nationale début novembre 2017. Belle démonstration de double langage !

Les opposant.e.s envoient ce jour une fin de non-recevoir à l'invitation, envoyée tout juste hier, de rencontre de M. Lecornu. Celui-ci a choisi son camp et de la plus mauvaise des manières, alors que toute la gouvernance du projet Cigéo est à revoir !

Les opposant.e.s appellent à des rassemblements ce soir à partir de 18h, devant les préfectures, pour signifier colère et détermination quant au refus de poubelle atomique ici ou ailleurs !

Contact : 06 50 69 72 61

Opération militaire

Bure : une absurde opération militaire au service d'une industrie nucléaire finissante et déconsidérée

- Le pouvoir macronien invente une « ZAD » pour tenter de justifier une intervention militaire liberticide
- Cette gesticulation ne masque pas l'échec avéré du projet « Cigéo » (enfouissement des déchets radioactifs)

Le pouvoir macronien confirme que, contrairement à ce qu'il prétend, c'est bien de la « politique à l'ancienne » qu'il met en œuvre de façon générale et, en l'occurrence, concernant le nucléaire.

Ainsi, au lieu de prendre acte de l'échec d'ores et déjà inévitable du projet « Cigéo » (enfouissement des déchets radioactifs à Bure, dans la Meuse), le gouvernement actuel se comporte comme ses prédécesseurs : il se met au service de l'industrie nucléaire en lançant une ridicule opération militaire (500 gendarmes) d'évacuation d'une ZAD... qui n'existe pas.

En effet, en lieu et place d'une prétendue ZAD, on trouve autour de Bure des citoyens jeunes et moins jeunes qui se mobilisent légitimement pour tenter de sauver l'avenir de cette région, plombé par le projet Cigéo.

Non seulement ce dernier obère l'avenir (qui voudrait investir ou venir habiter près d'un site

d'enfouissement des déchets radioactifs ?) mais son échec technologique et son infaisabilité sont d'ores et déjà avérés, malgré l'entêtement mensonger de l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs).

Après d'être déshonoré avec sa circulaire sur le recensement des migrants, le ministre de l'intérieur Gérard Collomb récidive avec cette ridicule opération militaire à Bure. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il n'est que l'exécutant des décisions prises de façon arbitraires par le président de la République Emmanuel Macron, qui n'a jamais caché son engagement aux côtés de l'industrie nucléaire.

Pourtant, de la faillite avérée d'Areva à celle à venir d'EDF, du désastre des chantiers EPR (Finlande et Flamanville) au scandale des milliers de pièces défectueuses produites dans les usines du Creusot, l'industrie nucléaire n'en finit plus de se déconsidérer et de plomber les finances de la France.

Il est grand temps qu'une opération soit organisée pour évacuer la « ZAD du lobby nucléaire » afin de décontaminer la République et ses institutions et laisser place à un avenir respectueux de l'environnement et des citoyens.

Observatoire du nucléaire

<http://www.observatoire-du-nucleaire.org>

Aux cotés des occupant-e-s de Bure

Les collectifs Arrêt du nucléaire aux cotés des occupant-e-s de Bure

Une lutte populaire, enracinée, contre l'enfouissement criminel des déchets radioactifs de très haute activité.

En effet la lutte contre l'enfouissement des déchets date des années 1980. Ici, la défense du territoire a commencé dans les années 1990 et n'a cessé de se renouveler, rythmée par l'actualité du projet. Depuis 2015, la convergence des luttes et de nombreux recours juridiques ont permis de bloquer les travaux préparatoires, en libérant et en occupant le Bois Lejuc, une zone stratégique pressentie pour y creuser les galeries de Cigéo, et les puits d'accès et de relarguage d'hydrogène radioactif.

De forts liens se sont tissés entre nouveaux arrivantEs qui, pour certains, s'implantent localement, riverainEs, paysanEs et toutes celles et ceux qui, depuis plus de 30 ans, résistent au projet d'enfouir les déchets nucléaires. Un objectif commun : ne pas laisser s'implanter ce qui est aujourd'hui présenté comme le plus gros chantier du siècle à venir, mais aussi le plus risqué qui soit.

Dans ce contexte, agiter l'épouvantail d'une migration zadiste de Notre Dame des Landes, comme le font certains élus, le ministre Colomb et les médias n'est qu'un moyen de légitimer à peu de frais la répression qui sévit sur le plateau. La réalité est en fait beaucoup plus simple : si de nouvelles personnes rejoignent le mouvement, venues de l'Ouest ou d'ailleurs, c'est parce que le nucléaire est mortifère et que, plus que jamais, cela fait sens de venir en 2018 dans la Meuse pour s'y opposer.

L'intervention policière de ce matin pour évacuer le bois Lejuc alors que de nombreuses actions en justice sont encore en cour est inacceptable et ne sera pas acceptée par l'ensemble des collectifs antinucléaires en France et dans les pays européens limitrophes.

Nous répondront massivement aux appels et décisions qui seront prises par les occupant-e-s de Bure et la population locale.

En fixant des centaines de policiers pour des années sur le plateau de Bure le gouvernement Macron s'engage dans une épreuve de force et un déni de démocratie qui n'auront qu'une seule issue l'abandon définitif de ce projet criminel.

Didier Latorre ADN 34

Dominique Malvaud/ Christine Malfay Régnier Stop nucléaire Drome Ardèche

Rassemblements de soutien suite à l'expulsion à Bure dans toute la France

DANS TOUTE LA FRANCE

Jeudi 22 février 2018

Le Bois Lejus vient d'être expulsé manu-militari par les forces de l'ordre. Cette démonstration de force ne fera pas taire la contestation. Aux côtés des militant.e.s et associations locales, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à la constitution de comités de soutien partout en France et relaie l'appel à des rassemblements devant les préfectures ce soir à 18h. Les militant.e.s qui le peuvent sont invité.e.s à converger vers Bure.

Pour l'instant des rassemblement sont prévus à :

Agen (47) : 18h, rassemblement devant la Préfecture (adresse à confirmer)

Annecy, 18h : rassemblement devant la Préfecture

Bar-le-Duc (55) : préfecture, à 18h

Bayonne : 18h, devant Préfecture

Belfort (90) : 18h devant la préfecture de Belfort

Blois (41) : devant la Préfecture à 18h

Bourges : 18h préfecture

Cergy-Préfecture (95) : 18h, en haut des escalators de la gare

Chambéry (73) : 18h, préfecture

Châteaubriand (44) : rassemblement devant la sous-préfecture, 14 rue des Vauzelles

Colmar : 18h, appel à rassemblement devant la Préfecture

Dijon (21) : 18h, place du Bareuzai

Épinal (88) : 18h, devant la Préfecture

Fougères (35) : 18h devant la sous-préfecture

Gap : 18h, devant la Préfecture

Grenoble (38) : 18h, devant la Préfecture

La-Roche-sur-Yon : 18h, rassemblement devant la Préfecture

Le Puy-en-Velay (43) : 18h devant la Pref,

Lille (59) : 18h, place de la République devant la Préfecture

Limoges (87) : 18h, place de la Préfecture
Loches : 18h, appel à rassemblement devant la Maison d'État
Longwy (54) : 18h devant la permanence du député 17 route nationale Villers-la-Montagne
Lons-le-Saunier (39) : 18h, devant la Préfecture
Lorient : 18h, rassemblement devant la sous-Préfecture
Lyon (69) : 18h devant la Préfecture
Mende (48) : 18h, devant la Préfecture
Montargis : 18h préfecture
Mulhouse : 18h, appel à rassemblement devant la Préfecture
Nancy (54) : 18h, devant la Préfecture
Nantes (44) : 18h, devant la Préfecture
Nîmes (30) : 18h devant la Préfecture
Niort ?
Orléans : 18h préfecture
Paris (75) : 18h30 place Saint-Michel <https://www.facebook.com/events/1893293687411055/>
Poitiers (86) : 18h, rassemblement devant la Préfecture
Quimper (29) : 18h devant la Préfecture
Rennes : 18h, rassemblement devant la place Saint-Anne
<https://expansive.info/URGENT-Evacuation-du-Bois-Lejuc-a-Bure-844>
Rouen (76) : 18h devant la Pref
Saint-Brieuc (22) : 18h, rassemblement place de la Préfecture
Saint-Étienne (42) : 18h, rassemblement devant la Préfecture
<https://www.facebook.com/events/1786334278337391/>
Saint-Nazaire (44) : 18h30 devant la sous-préfecture
Strasbourg : 18h, appel à rassemblement devant la Préfecture
Toulouse (31) : 18h devant la Pref
Tours (37) : 18h, devant la Préfecture
Troyes : 18h, devant la Préfecture à Troyes
Autriche, Vienne : 18h, rassemblement devant l'ambassade de France (Technikerstrasse 2)

Afin d'apporter notre soutien aux expulsé.e.s et de dénoncer les méthodes du gouvernement, nous appelons à des rassemblements devant les préfectures ce soir à 18H ou, pour ceux qui le peuvent, à converger sur Bure !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce fermement l'opération d'expulsion en cours dans le Bois Lejus, près de Bure, où des militant.e.s occupent la forêt pour empêcher sa destruction par l'Andra.

Cette expulsion, menée par une centaine de gendarmes, survient le jour même de la visite de Sébastien Lecornu en Meuse et Haute-Marne : voilà donc la conception du « dialogue » et de la « concertation » du gouvernement, qui impose un projet par la force, faisant fi d'une contestation large et justifiée ! Comment Nicolas Hulot, qui prétendait « qu'on ne pouvait pas imposer un projet comme ça par la force », compte-il justifier cette opération ?

Cette opération de police est profondément révoltante, alors même que les failles techniques de CIGÉO sont de notoriété publique : risque d'incendie souterrain, impossibilité d'intervenir et récupérer les déchets en cas d'accident, rejets en surface considérables...

Plutôt que d'écouter une contestation légitime, le gouvernement a choisi de donner des gages à quelques élus aveuglés par les subventions promises pour faire accepter le projet. Il a souhaité conforter une agence d'État qui met en danger les citoyens et a procédé à des travaux illégaux dans le Bois Lejus, dont la propriété est toujours contestée.

